



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Grand Est
Unité Départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse**

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société STORENGY
de se conformer à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 2006-622
du 8 décembre 2006 modifié relatives à la mise en œuvre de mesures complémentaires
de maîtrise des risques dans ses installations de stockage souterrain
de gaz naturel combustible de Cerville**

N° 2023-0509

AIOT : 0006200092

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié autorisant la société GAZ DE FRANCE, au droit de laquelle s'est substitué la société STORENGY, à poursuivre l'exploitation des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2017-0285 du 10 décembre 2019, modifiant l'arrêté préfectoral 2006-622 du 8 décembre 2006, prescrivant à la société STORENGY la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques complémentaires dans ses installations de stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/IP/1054_2023 en date du 8 juin 2023, dont copie a été adressée à la société STORENGY, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 7 juin 2023 informant la société STORENGY, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société STORENGY en date du 26 juin 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/IP/1299_2023 en date du 25 juillet 2023 ;

Considérant que la société STORENGY exploite ses installations de stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville sans respecter certaines prescriptions de l'article 48 ter "Suivi des collectes et des tuyauteries" de l'arrêté préfectoral 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié, applicables aux tuyauteries pour lesquelles un scénario d'accident réduit a été retenu pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier ceux relatifs à la sécurité ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société STORENGY, dont le siège social est situé 12 Rue Raoul Nordling à Bois Colombes (92270), est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations de stockage souterrain de gaz naturel combustible de Cerville (54 420), de :

- justifier auprès de l'autorité administrative du respect des prescriptions concernant les tuyauteries pour lesquelles un scénario d'accident réduit a été retenu pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de l'article 48 ter "Suivi des collectes et des tuyauteries" de l'arrêté préfectoral 2006-622 du 8 décembre 2006 modifié,

dans le délai maximal de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions administratives

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique «télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution et information

Le secrétaire générale de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société STORENGY

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le 03 AOUT 2023
Le Préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Julien LE GOFF